



## **Notre pays a tout pour devenir un grand de l'Internet**

*Ce document de Gilles Babinet a fait l'objet d'une tribune parue sur le site des Echos le 4 avril 2011.*

Il y a quelques semaines, le gouvernement a semblé découvrir, grâce à un rapport commandité par Google<sup>1</sup>, que les entreprises du secteur de l'Internet étaient à l'origine de la création de pas moins de 700 000 emplois directs en France, d'un quart de la croissance de notre PIB et qu'elles devraient créer 450 000 nouveaux emplois d'ici 2015.

Pour tout entrepreneur de l'Internet, l'étonnement ne vient pas des chiffres, -une réalité qu'il connaît depuis fort longtemps - mais du fait qu'il aura fallu qu'un acteur américain vienne prêcher la bonne parole en France pour qu'enfin, on daigne réaliser l'ampleur du facteur Internet.

Dans notre pays, qu'une autre étude a récemment auréolé du titre de champion mondial du pessimisme -- sentiment, il est vrai, alimenté par un cocktail terrible associant sentiment de déclassement des classes moyennes, accroissement du chômage, perte de compétitivité des entreprises ou encore dégradation de l'enseignement supérieur, il est proprement stupéfiant que l'on accorde si peu d'importance à ce segment de notre économie.

En effet, non seulement ces entreprises "Internet" emploient une proportion très importante de personnes hautement qualifiées (quand elles ne les forment pas), mais elles offrent des salaires sensiblement au-dessus des moyennes sectorielles. Le débat sur la pression des charges salariales y est de moindre importance : leurs marges sont particulièrement élevées, elles exportent plus fréquemment que les autres et ne délocalisent que peu.

De surcroît, ce sont le plus souvent des lieux où il fait bon travailler, où l'absentéisme est faible et les possibilités de progression sans commune mesure à celles d'un emploi équivalent dans un autre secteur. Est-il nécessaire d'ajouter que leurs méthodes de management, très transversales, n'ont rien à envier à celles des entreprises du CAC 40 tandis que leurs marges opérationnelles y sont fréquemment supérieures ! Certes, en cherchant bien, on trouvera quelques faiblesses à ces sociétés : leurs emplois sont en forte proportion localisés à Paris, et les femmes y sont sensiblement minoritaires ; en revanche, les personnes issues de la diversité y sont très bien représentées. Les start-up et entreprises de l'internet étant en effet l'un des rares endroits où elles ne connaissent aucune discrimination, leurs différences étant souvent perçues comme des avantages – comme en témoignent de nombreux exemples.

---

<sup>1</sup> *Impact d'Internet sur l'économie française*, McKinsey&Company, mars 2011.  
<http://www.minefe.gouv.fr/services/rap11/110309rap-mckinsey.pdf>



Il est inexplicable que nos élites politiques - de tous bords - aient non seulement ignoré les vertus de ce secteur, mais de surcroît favorisé des politiques d'emplois inefficaces : emplois aidés pour les socialistes, TVA réduite contre emplois avec les restaurateurs - marché de dupe -, pour la droite. Et soutien immodéré, coûteux et, finalement, peu efficace au vue des délocalisations, à l'industrie automobile pour les deux camps... L'Internet semble a contrario perçu comme un champ fertile pour créer de nouvelles taxes : taxe Google sur la publicité, taxe sur l'audiovisuel pour les fournisseurs d'accès internet, taxes sur les disques durs et supports numériques, TVA alourdie sur les revenus des licences 3G... Cherchez l'erreur !

Sait-on seulement que notre pays reste le premier exportateur de services informatiques par habitant ? Sait-on que ces mêmes services informatiques sont le seul segment de l'économie dont les exportations se sont accrues durant les dix dernières années ? A-t-on connaissance du fait que nous sommes le pays où le haut débit Internet est le moins cher de la planète ? A-t-on seulement idée de la façon dont de nombreux pays envient la qualité de nos ingénieurs, mathématiciens créateurs d'algorithmes et développeurs ? Sait-on que nous sommes le pays qui possède le plus grand nombre de fonds de capital risque en Europe ? Le fait que le ministre en charge de l'Internet soit également celui qui s'occupe du nucléaire (et il a fort à faire ces jours-ci sur ce plan) démontre en soi combien ce dossier est peu prioritaire.

Il est temps de faire de l'Internet une grande priorité nationale, à l'instar de la sécurité routière. Il convient pourtant que notre nation reprenne confiance en elle et valorise enfin ses atouts. Mettre en place une politique volontariste, mais au coût finalement limité, permettrait plus que probablement de résoudre les problèmes les plus dramatiques de notre pays, au premier rang desquels le chômage et la perte de compétitivité. Sept mesures devraient ainsi être adoptées en priorité :

1) Créer des vraies filières de formation aux métiers de l'Internet en Université car aussi incroyable que cela puisse être, il reste difficile de recruter du personnel de qualité directement à l'université : l'isolement de celles-ci du monde de l'entreprise limite fortement leurs capacités à anticiper les besoins et à proposer des formations adaptées.

2) Démultiplier les partenariats entre les centres de recherche, les entreprises, l'université et les grandes écoles. C'est un parcours du combattant presque insurmontable pour une startup que d'initier un partenariat avec des organismes tel que l'INRIA, le CEA, ou le LETI. Faut-il rappeler que Google, Cisco, Yahoo! sont directement issus de partenariats de ce type avec *Stanford University* ? Est-il nécessaire d'ajouter que ceux-ci sont une source de financement de premier plan pour les plus grandes universités américaines, n'en déplaise à ceux qui souhaitent sanctuariser l'université des entreprises, soit disant pour lui préserver sa « pureté » ?



- 3) Favoriser - à grande échelle - la mise en place de clusters où les entreprises de l'Internet pourraient s'installer en grand nombre et démultiplier ainsi les possibilités de partenariats. Ceux-ci existent, mais ils n'ont qu'une faible empreinte, souvent en conséquence de critères de sélection inappropriés.
- 4) Mettre en place une politique volontariste de [Data.gov](http://Data.gov). La France dispose d'une des meilleures écoles de statistique au monde et la qualité des données de la nation peut être source de nombreuses opportunités de création d'entreprise. Une loi permettant à tout fonctionnaire de publier sur Internet toutes données non personnelles, et ne concernant pas la sécurité nationale, serait de nature à développer considérablement cette discipline.
- 5) Rassembler au sein d'un même ministère les compétences liées à l'Internet, à la Formation Supérieure, et à la Recherche, afin de faciliter la coordination des actions évoquées plus haut ; sur un mode proche du MITI japonais.
- 6) Assurer la pérennité et renforcer les sources de financement des fonds de capital-risque, car celles-ci sont mises en danger par les nouvelles normes prudentielles dites de « Bale 3 » qui imposent aux banques de limiter l'exposition de leurs capitaux propres aux risques.
- 7) Refondre le Crédit-Impôt-Recherche et le statut de Jeune Entreprise Innovante de sorte à en réorienter le bénéfice vers les entreprises innovantes du domaine de l'Internet (et à en exclure nombre de SSII faisant de l'informatique de gestion).

Il est fort probable que si ces résolutions, et d'autres de moindre importance, étaient résolument mises en œuvre, c'est beaucoup plus que les 450 000 emplois évoqués dans le rapport qui seraient finalement créés. Notre pays mettrait alors fin à son absence de spécialisation, retrouverait une croissance durable et de surcroît, nous oublierions peu à peu les débats si anxigènes sur le financement de notre système social, l'intégration des minorités, l'insécurité... et tant d'autres. La voie existe, ce n'est plus qu'une question de volonté !

*Par Gilles Babinet, entrepreneur et président du Conseil national du numérique*